

Face à la guerre en Ukraine : arguments pour un « agenda de gauche »

Catherine Samary

*« Au début de l'invasion, des citoyens de tous les milieux sociaux ont fait la queue devant les centres de recrutement. Près de deux ans plus tard, ce n'est plus le cas. [...] Mais pour que les gens risquent leur vie, il faut qu'ils soient sûrs que c'est juste [...]. Il faut leur offrir la possibilité de participer à la définition de l'avenir du pays ».*¹

Membre de l'organisation ukrainienne Sotsialny Rukh (Mouvement social), Oleksandr Kyselov rappelle ici tout d'abord une caractéristique essentielle ignorée par bien des courants de gauche : ce que fut la mobilisation populaire massive face à l'invasion russe de l'Ukraine du 24 février 2022. Confronté à la difficulté de maintenir ce niveau de mobilisation dans le contexte d'une guerre meurtrière qui dure et d'attaques sociales du régime Zelensky, Kyselov souligne ensuite un double enjeu : démocratique et social. C'est la substance de ce qu'il désigne comme un « agenda pour la gauche » dont il faut s'emparer² en étant à l'écoute de ce qu'exprime la gauche ukrainienne et les organisations de cette société directement affectée par *cette guerre-là*.

Telle a été et reste l'orientation du réseau européen de gauche qui s'est créé dès le printemps 2022, le RESU/ENSU³ : sa plateforme exprime le soutien à la résistance populaire ukrainienne contre l'invasion russe, en rejet de tous les colonialismes et sur des bases indépendantes de tous les gouvernements. Cette orientation nous distinguait de divers autres agendas anti-guerre de courants se réclamant de la gauche : elle se dissociait de ceux qui renvoyaient dos-à-dos l'Ukraine et la Russie où dominait un capitalisme oligarchique, parce que leur internationalisme était aveugle aux rapports de domination néocoloniale et impériale de la Russie. Nous critiquions les postures ignorant dans leur lecture de cette guerre la dimension essentielle de lutte de libération nationale de l'Ukraine contre l'occupation russe. Ce qui les conduisait aussi à occulter (ou dénigrer) le rôle clé de la résistance armée et non armée de l'Ukraine, considérée comme simple « proxy » des intérêts des puissances occidentales. Ils pouvaient certes s'apitoyer pour le sort de la population ukrainienne vouée à n'être que de la chair à canon pour une cause étrangère (les visées de l'impérialisme occidental), une victime passive au nom de laquelle ils s'arrogeaient le droit de décréter qu'il fallait arrêter de se battre. Deux variantes se greffaient sur cette position : si l'existence d'un impérialisme russe était reconnu, la guerre était dénoncée comme « inter-impérialiste » – les États-Unis et l'OTAN rivalisant avec la Russie pour le contrôle de l'Ukraine. Mais d'autres courants estimaient fondés les arguments russes (même s'ils trouvaient l'invasion abusive) : ils faisaient alors de l'OTAN la cause d'une guerre lancée par la Russie pour se protéger de l'OTAN – reprenant également la vision de la chute du président ukrainien Yanoukovitch, dit pro-russe en 2014 comme « un coup d'État fasciste » et anti-russe soutenu par l'OTAN⁴. Un manifeste féministe en mars 2022 défendait lui aussi une posture pacifiste face à la guerre en ignorant le point de vue des féministes ukrainiennes. J'ai refusé de le signer pour cette raison, tout en partageant évidemment le soutien aux féministes russes pacifistes. En critique de ce Manifeste, l'atelier féministe de l'ENSU s'est mis en contact avec les femmes ukrainiennes et a soutenu leur Manifeste féministe – « Le droit de résister »⁵. Ce fut la première action internationale illustrant l'agenda de gauche défendu pour une

¹ Voir « [Qui nous sommes? Who we are ?](#) ».

et le site de l'organisation née en 2019, en ukrainien et anglais.

² Ce texte est en français sur : <https://lanticapitaliste.org/auteurs/oleksandr-kyselov> et en plusieurs langues sur <https://fourth.international/fr/taxonomy/term/484>.

³ Le NPA est membre de ce réseau auquel j'ai participé dès le début. Voir sa plateforme et activités sur le site (en plusieurs langues) de l'ENSU ([European Network in Solidarity with Ukraine](#), Réseau européen solidaire avec l'Ukraine).

⁴ Lire Daria Saburova « [Questions sur l'Ukraine](#) », *Contretemps* ; [Hanna Perekhoda](#). Cf. aussi mes articles sur cette crise ukrainienne de 2014 sur mon site (« [Désordre mondial](#) », 2014-2016).

⁵ Publié le 7 juillet 2022 par la revue *Commons* en Ukraine [en plusieurs langues](#) et [en français](#).

Ukraine indépendante et démocratique, prolongée par de nombreuses initiatives de collectes et convois syndicaux se reliant directement avec des organisations de la société civile ukrainienne.

Rendre visibles les causes de la guerre et la résistance ukrainienne

Diverses caractéristiques marquant cette guerre expliquent – sans les justifier – la tendance dominante à gauche à occulter l’Ukraine et sa résistance populaire à une invasion impériale russe : on peut les ramener à la difficulté d’exister « à gauche » en Ukraine même en devant se battre sur plusieurs fronts : se dissocier du passé stalinien (vanté par Poutine) ; s’opposer à l’invasion et volonté de domination Grand-russe tout en contestant les attaques sociales du régime néolibéral Zelensky et à ses positions idéologiques d’autant plus apologétiques des « valeurs » de l’Occident que le pays avait un besoin vital de son aide financière et militaire face à la puissance russe ; le fait que la guerre consolidait l’OTAN et favorisait la militarisation des budgets.

Mais il faut ajouter à ces difficultés, un facteur idéologique et politique essentiel dans le positionnement à gauche sur cette guerre-là : comment étaient traitées les « questions nationales » en général⁶, et la question ukrainienne, en particulier au sein des marxistes et plus largement des orientations se réclamant des mouvements d’émancipation ? La défense de l’ukrainité était-elle « réactionnaire » ou « petite-bourgeoise » par essence ? À la veille de l’invasion de février 2022, Poutine s’est réclamé de Staline contre Lénine qui aurait « inventé » l’Ukraine – un narratif que conteste avec force Hanna Perekhoda⁷. L’Ukraine fut par contre sans doute pour l’évolution de la pensée de Lénine ce que l’Irlande avait été pour Marx⁸ dans le rejet d’un pseudo-universalisme prolétarien se disant marxiste aveugle aux rapports de domination et d’oppression se combinant aux rapports de classe. La reconnaissance du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, donc de la réalité d’une lutte de libération nationale a été et reste essentielle – et profondément actuel contre l’invasion impériale russe de l’Ukraine⁹.

L’agenda de gauche défendu ici comporte donc une tâche essentielle : vérifier/démontrer la réalité de la résistance populaire ukrainienne à la guerre. Laurent Vogel (membre du collectif belge du réseau ENSU) souligne dans son texte analysant « le travail et la guerre »¹⁰ dans la société ukrainienne, « à quel point la résistance est globale : sur le front contre l’occupant, à l’arrière pour une société plus égale et démocratique. Dans un certain nombre de petites entreprises, des formes d’autogestion sont apparues [...]. Pour toutes les activités essentielles comme la santé, l’éducation, les transports, la créativité des collectifs de travail a dû improviser des solutions d’urgence qui ont démontré une plus grande efficacité que ce qui était proposé par le management ».

Les fragilités de la résistance populaire sont réelles après quelque deux ans de guerre, comme l’analyse Oksana Dutchak, membre de la revue ukrainienne *Commons*. Elle souligne un sentiment d’injustice¹¹ : « injustice par rapport au processus de mobilisation, où les questions de la richesse et/ou de la corruption conduisent à mobiliser majoritairement (mais pas exclusivement) des classes populaires, ce qui va à l’encontre de l’image idéale de la ‘guerre populaire’ à laquelle participe toute la société ». D’un autre côté, ajoute-t-elle, « l’absence d’une réalité et de perspectives relativement attractives et socialement justes joue un rôle important dans les choix individuels de toutes sortes ». Mais, poursuit-elle, « cela ne signifie pas que l’ensemble de la société a décidé de s’abstenir de lutter contre l’agression russe, bien au contraire : la plupart comprennent les sombres perspectives qu’imposerait une occupation ou un conflit gelé, qui pourraient s’intensifier avec les

⁶ Cf. Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1997*, L’Harmattan ; Daniel Finn, « Two centuries of the national question », *Jacobin* 02-15-2023

⁷ Contre cette narration mensongère, lire Hanna Perekhoda, « Lénine a-t-il inventé l’Ukraine ? Poutine et les impasses du projet impérial russe », dans l’ouvrage collectif *L’invasion de l’Ukraine : conflits histoires et résistances populaires*.

⁸ Cf. Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Syllepse 2015 (traduction de *Marx at the Margin : On Nationalism, Ethnicity and Non Western Societies*).

⁹ Cf. Lénine : « Révolution socialiste et le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes » ; Cf. également mon chapitre « le prisme de l’autodétermination des peuples. L’enjeu ukrainien » dans l’ouvrage collectif, *L’invasion de l’Ukraine*, cité en note 10.

¹⁰ publié par le magazine de l’Institut syndical européen n° 28 (2^e semestre 2023) reproduit sur le site de Solidarité Ukraine Belgique.

¹¹ Interview réalisée par Patrick Le Tréhondat.

efforts renouvelés [de la Russie]. Alors que la majorité s'oppose à de nombreuses actions du gouvernement et peut même le détester (une attitude traditionnelle dans la réalité politique de l'Ukraine depuis des décennies), l'opposition à l'invasion russe et la méfiance à l'égard de tout éventuel accord de « paix » avec le gouvernement russe (qui a violé et continue de violer tout, depuis les accords bilatéraux jusqu'au droit international et au droit international humanitaire) sont plus fortes et il est très peu probable que cette situation change à l'avenir ». C'est pourquoi, « une vision socialement juste des politiques menées pendant la guerre et de la reconstruction d'après-guerre est une condition préalable pour canaliser les luttes individuelles pour la survie vers un effort conscient de lutte communautaire et sociale – contre l'invasion, pour la justice socio-économique ».

La lutte sur plusieurs fronts, contre tous les campismes

C'est une telle lutte sur plusieurs fronts qui donne à notre agenda de gauche des pistes d'actions sociales et syndicales pour aider la résistance ukrainienne. Mais c'est aussi avec cette logique qu'il faut traiter de façon concrète la question de l'élargissement de l'UE à l'Ukraine et le soutien à la lutte armée ukrainienne – sources des principales divergences¹². Cela devrait contribuer à surmonter divers « campismes »¹³ – ou choix d'un « ennemi principal » conduisant à soutenir l' « ennemi de mon ennemi » en taisant ses propres politiques réactionnaires.

Nous ne sommes pas confrontés seulement à un impérialisme occidental, historique, notamment incarné par les États-Unis et l'OTAN. Et en Europe de l'Est, l'agresseur ou la menace directe est l'impérialisme russe¹⁴ de Poutine soutenu par toutes les extrêmes droites mondiales. L'impact de sa propagande à gauche ou dans les populations éloignées de la Russie est sa dénonciation des prétentions hégémonistes de l'impérialisme occidental, comme le font les autres autocrates réactionnaires à la tête des BRICS+. Ce qu'ils rejettent en fait de l'Occident n'est pas la politique dominatrice impérialiste mais le *monopole* occidental sur de tels rapports. Ce qu'ils dénoncent de l'Occident, ce n'est pas non plus tout ce qui occulte les écarts entre les libertés et les droits reconnus (pour les femmes, LGBT+, etc.) et les réalités, mais ce sont ces droits eux-mêmes.

Mais il faut contester aussi un campisme « anti-russe » – apologétique de l'Occident. Ce n'est pas la logique de la plateforme du RESU/ENSU¹⁵. Par contre, les fronts larges de solidarité avec l'Ukraine peuvent englober – et c'est important – une immigration ukrainienne « anti-russe » (on comprend pourquoi) soutenant les politiques néolibérales (comme celles de Zelensky) et a-critiques sur l'UE et OTAN. Il est essentiel d'oeuvrer au respect d'un pluralisme au sein de ces fronts, permettant l'autonomie d'expression du RESU/ENSU et des courants syndicaux¹⁶. Mais il faut aussi pousser les débats au sein des courants de gauche sur la façon de faire avancer une alternative aux « solutions » pratiques offertes à la population ukrainienne pour se protéger des menaces Grand'russe.

De l'UE à l'OTAN, quelle Europe égalitaire et solidaire ?

Les réponses concrètes solidaires et par en bas aux attaques subies par la société ukrainienne sont souvent supplantées à gauche par de pseudo-orientations qui se réduisent à qualifier comme capitalistes l'UE et l'OTAN – et à taxer toute acceptation de l'adhésion de l'Ukraine à ces institutions comme « pro » (pro-UE ou pro-Otan). Pourtant les mêmes courants de gauche sont pour

¹² Voir notamment sur le site de *Contretemps* les diverses controverses notamment entre Gilbert Achcar et Stathis Kouvelakis, ou le débat entre [Taras Bilous](#) (membre de Sotsialny Rukh en Ukraine) et [Suzan Watkins](#) ; la contribution d'Andreu Coll, « [La gauche anti-capitaliste et l'Ukraine](#) ». Lire également le débat « [La gauche doit-elle soutenir l'envoi d'armes à l'Ukraine ?](#) » entre Taras Bilous et Dimitri Lascaris organisée par le site Passage, publiée en français et anglais sur ESSF.

¹³ Lire sur les enjeux du Moyen-Orient Gilbert Achcar, « [Leur anti-impérialisme et le nôtre](#) », *Revue Contretemps*. Et face à la crise du Kosovo (1999) et de l'Ukraine (2014), mon article « [Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne ? Les yeux grands ouverts contre les 'campismes' borgnes](#) » (ESSF janvier 2016)

¹⁴ Cf. Zbigniew Marcin Kowalewski, notamment « [La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe](#) », juin 2023, Inprecor.

¹⁵ Cf. [sa plateforme en plusieurs langues](#).

¹⁶ Voir la Lettre d'information régulière des activités syndicales publiée par l'ENSU

la plupart dans des pays membres de ces institutions. Et on ne les entend pas mener à tout moment des campagnes pour les quitter. Ce qui ne signifie pas qu'ils ont renoncé à les analyser et combattre. Mais comment le faire ?

Indépendamment même de la guerre en Ukraine et de ses effets, la gauche anti-capitaliste est de fait depuis des décennies confrontée à l'exigence d'une analyse critique de ces institutions (chacune avec leurs histoires et spécificités, mais toutes marquées par leur domination par les forces qui gèrent le monde capitaliste), sans qu'il soit possible ou efficace de mener campagne pour « en sortir » indépendamment de contextes de crises les affectant.

Du côté de l'UE :

Le Brexit est loin d'avoir incarné ni permis une orientation de gauche convaincante ; pas plus que la capitulation de Tsipras face aux diktats de la commission européenne. Il faut construire une logique de propagande et de lutte dans/contre/hors de l'UE, avec ses dimensions tactiques « transitoires » – à actualiser dans des contextes variables. L'UE se confronte à des contradictions qui ont été accrues face à la crise Covid, aux urgences environnementales et la guerre en Ukraine. Analysons-les et débattons-en concrètement. Au lieu de refuser l'adhésion de l'Ukraine – comme l'exprime dramatiquement Jean-Luc Mélenchon – il faut mettre en avant au plan européen les mêmes batailles que mène la gauche ukrainienne : pour la justice sociale et environnementale, la démocratie et les solidarités dans la gestion des « communs » – et la mise en échec de tout rapport de domination néo-coloniale.

Il faut que les aspirations populaires qui s'expriment en Ukraine – largement partagées par les populations européennes – servent à questionner la « gouvernance » de l'UE qui est prête à s'élargir, avec pour objectif d'avancer une alternative progressiste sur tout le continent. Faisons donc le bilan des politiques néolibérales de dumping fiscal et social qui ont accompagné les précédents élargissements et qui sont impulsées en Ukraine : sont-elles en mesure de permettre la défaite de l'invasion russe et un fonctionnement efficace et solidaire de l'UE ? Ou bien sont-elles sources de désunion, de creusement des écarts, et d'échecs explosifs ?

La victoire contre l'invasion russe ne peut être simplement « militaire » – mais elle ne peut se passer d'armes. Elles manquent cruellement pour protéger les populations civiles, les infrastructures du pays, la possibilité d'exporter sur la Mer noire. Mais la paix n'est possible que si elle est juste parce que décoloniale, respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – donc aussi les aspirations égalitaires et de dignité. C'est pourquoi le choix de construire une union élargie à l'Ukraine et aux autres pays candidats peut être associé à une remise en cause radicale des politiques basées sur la concurrence de marché et les privatisations. Des financements publics prioritaires doivent aller à l'extension de services publics (nationaux et européens dans les transports, l'éducation, la santé) notamment sur la base de « fonds pour l'élargissement ». Ils exigent une autre « gouvernance » de l'Union et une mise à plat des Traités pour rendre viable une Union élargie et plus hétérogène. Cela doit aussi affecter la « sortie » de guerre.

Du côté de l'OTAN

La gauche européenne a loupé le moment d'une campagne pour la dissolution de l'OTAN quand celle-ci était à l'ordre du jour (en 1991 face à la dissolution de l'URSS et du Pacte de Varsovie). Mais elle s'enferme aussi dans des scénarios mythiques. Ce n'est pas contre la Russie, mais pour contrôler l'unification allemande – et la création de l'UE incluant l'Allemagne unifiée – que les États-Unis ont maintenu l'OTAN. Celle-ci s'est retrouvée initialement sans « ennemi » : car c'était Eltsine lui-même qui avait démantelé l'URSS et lancé les privatisations ; et d'ailleurs la Russie d'Eltsine puis de Poutine à ses débuts a fait partie des « partenaires » de l'OTAN et partagé la définition de son nouvel ennemi « l'islamisme » – dans les sales guerres menées en Tchétchénie...

C'est à la fois la consolidation d'un État fort russe au plan interne et externe et sa peur des « révolutions colorées » et de leur « dégagisme » des autocrates qui a tendu les rapports avec les pays voisins de la Russie et les puissances occidentales dans la deuxième moitié des années 2000.

Ces tensions ne supprimaient pas les relations d'interdépendances entre UE et Russie au plan énergétique, financiers et des échanges, voire au plan « sécuritaire ». Parallèlement, après les crises au Bélarus et au Kazakstan (en 2021 et début 2022) Poutine espérait consolider l'Union eurasiatique avec la participation de l'Ukraine dans les échanges avec l'UE, d'une part ; et il comptait offrir à l'Occident les services de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) après la déconfiture des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan. L'OTAN (dirigée par les EU) était donc « en mort cérébrale » et non pas menaçante à la veille de l'invasion russe. Les États-Unis et les puissances occidentales escomptaient, comme Poutine, une chute rapide de Zelensky.

Mais si l'Ukraine de 2014 était polarisée dans ses échanges et proximités entre UE et Russie, l'invasion de l'Ukraine a radicalement creusé des haines anti-russes – y compris dans les régions les plus russophones qui sont bombardées et occupées. Et la guerre a redonné une « raison d'être » à l'OTAN – et aux industries d'armement, et renforcée le poids des États-Unis dans l'UE.

Pourtant, rien de tout cela n'est stable : en témoignent les intérêts divergents sur les enjeux énergétiques et vis-à-vis de la Chine, les pressions de l'état-major de l'OTAN pour pousser l'Ukraine à arrêter la guerre et céder quelque territoire ou encore les incertitudes des élections aux États-Unis... La notion de « nouvelle guerre froide » utilisée par Gilbert Achcar¹⁷ appelle discussion. Mais il est certain que la guerre en Ukraine a des effets mondialisés – même si elle n'est pas guerre mondiale ; et qu'elle a provoqué une nouvelle course aux armements qui rappelle la guerre froide.

La montée en force des BRICS+ ne donne pas à ces pays une cohérence sans conflits – y compris entre Russie et Chine. Elle signe la fin d'une période historique de domination occidentale, mais sans supprimer le legs d'interdépendances économiques et financières héritées de l'après 1989 – même si la crise financière de 2008/9 et celle du Covid ont poussé à de nouvelles relocalisations régionales. Les rapports de l'Allemagne à la Russie ont été profondément perturbés par les sanctions contre la Russie. Mais le poids et la dépendance envers les États-Unis et l'OTAN en Europe évolueront selon les futures élections aux EU et ne sont pas perçus de la même façon au sud de l'UE ou dans les pays d'Europe centrale et orientale proches de la Russie.

Quel mouvement anti-guerre ?

L'UE (l'ensemble de ses États et ses institutions communautaires) est devenue le premier contributeur d'aide financière, militaire et humanitaire à l'Ukraine (devant les États-Unis). Les plus importants apports en proportion des PIB respectifs (entre 1 et 1,5 % du PIB du pays) viennent des pays baltes, nordiques et d'Europe centrale – les plus directement sensibles à la menace russe pour eux-mêmes. Peut-on le leur reprocher ? Certes, cette menace est exploitée hypocritement pour remettre en cause les critères écologiques et sociaux des politiques européennes – et augmenter les budgets militaires. La façon d'évaluer les apports, l'écart entre promesses et livraisons sont tout sauf transparents, de même que la part des budgets défense allant réellement à l'Ukraine sont tout sauf transparents : il faut s'efforcer de pousser à un contrôle démocratique socialisé des choix budgétaires et de production, ainsi que de l'aide concrète apportée à l'Ukraine – au plan de chaque pays et de l'UE. Ce qui se heurte aux logiques de profit des industries d'armements se cachant derrière les « secrets défense » entourant les budgets. C'est à cela que doit s'attaquer un mouvement anti-guerre solidaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui pourrait défendre l'aide à l'Ukraine en même temps qu'un contrôle général socialisé sur la production et l'usage des armements¹⁸.

De l'Ukraine à la Palestine – l'occupation est un crime¹⁹. C'est ce que nous pouvons avancer avec nos camarades ukrainiens. Un mouvement de gauche « Pour une paix décoloniale » doit

¹⁷ G. Achcar, *La nouvelle guerre froide*, Paris, Éd. du Croquant, 2023.

¹⁸ Cf. la contribution de P. Rousset et M. Johnson dans *Contretemps* « En solidarité avec la résistance ukrainienne, pour un mouvement international contre la guerre », *Contretemps* 11 avril 2022, - contesté par Andreu Coll cité note 16.

¹⁹ C'est le titre de la déclaration adoptée par Sotsialny Rukh le 31/01/2024.

s'attaquer à la marchandisation des armes pour en contrôler les usages en remettant en cause les logiques de profit aveugles aux destinataires – comme Israël ou des autocraties réactionnaires. De même faut-il concrètement s'engager dans une urgente campagne pour la remise en cause du nucléaire – et dénoncer tous les chantages au nucléaire fait par Poutine.

Le fait que l'Ukraine se soit tournée vers l'OTAN et l'UE pour défendre sa souveraineté ne supprime pas la réalité d'une résistance populaire armée et non armée qu'il faut soutenir : si la Russie se retire il n'y a plus de guerre. Si l'Ukraine ne résiste pas – quelle que soit l'origine des armes qu'elle utilise – il n'y a plus d'Ukraine indépendante. Et ce sont d'autres pays limitrophes de la Russie qui sont menacés. La défaite de la Russie par les avancées d'une résistance populaire est une pré-condition pour mettre à l'ordre du jour d'autres rapports européens, une dissolution de tous les blocs militaires et la remise en cause de toute logique de partage des sphères d'influence.

Quelle alternative anti-capitaliste, quelle vision d'une autre Europe et d'un autre monde (écosocialiste) la gauche peut-elle prétendre offrir si elle accepte l'invasion russe et n'aide pas la résistance populaire ?

Catherine Samary est économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac ; son site est [ici](#).